

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PARTIE I : CADRE METHODOLOGIQUE ET CONCEPT THEORIQUE.....	2
Chapitre I : CADRE METHODOLOGIQUE.....	2
Chapitre II : CONCEPT THEORIQUE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PAUVRETE	3
CHAPITRE III : PAUVRETE ET AGRICULTURE A MADAGASCAR	15
PARTIE II : ANALYSE DES DONNEES ET RESULTAT	19
CHAPITRE IV: INTERDEPENDANCE ENTRE LA PAUVRETE ET L'AGRICULTURE.....	19
CHAPITRE V : DISCUSSIONS DES RESULTATS ET PROPOSITIONS DES SOLUTIONS FACE AUX PROBLEMES AGRICOLES A MADAGASCAR	27
CONCLUSION	29

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:Effectifs observés	20
Tableau 2 : Effectifs théoriques.....	21
Tableau 3: valeurs de khi-deux calculée	21
Tableau 4: Situation des pays sélectionnés de l'année 2012.....	23
Tableau 5:Estimation des paramètres par la méthode des moindres carrées	25
Tableau 6:Matrice de corrélation linéaire entre les variables.....	26

LISTE DES FIGURES

Figure 1:Dimensions de l'IDH.....	11
Figure 2: Fréquence et classement des obstacles de la developpement de l'agriculture	15
Figure 3: Emploi des chefs de ménage des zones rurales par secteur	17
Figure 4 : Progression de la pauvreté à Madagascar	18
Figure 5: Relation entre l'agriculture et pauvreté	24

LISTE DES ACRONYMES

BM : Banque Mondiale

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest

ENSOMD : Enquête Nationale de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement

EPM: Enquête Permanent auprès des Ménages

IDH: Indice de Développement Humain

IIG: L’indice des inégalités de genre

INSTAT: Institut Nationale de la Statistique

IPH : Indice de Pauvreté Humain

IPM : L’indice multidimensionnel de la pauvreté

PED: Pays En Développement

PIB: Produit Intérieur Brut

PNDR: Programme Nationale de Développement Rural

PNUD : Programme des Nations Unis pour le développement

PPA : Parité du Pouvoir d’Achat

SNDR : Stratégie Nationale de Développement Rural

SADC : South Africa Development Corporation

WDI: World Developemnt Indicator

INTRODUCTION

Depuis l'indépendance, Madagascar n'a jamais connu un niveau de développement considérable. Malgré la mise en place des certaines politique et les différentes formes d'aide accordé par les restes du monde, d'après la statistique en 2013, 71,5¹% de la population malgache sont pauvres dans le pays sont pauvres vivant en dessous du seuil de la pauvreté nationale estimé à 535603 Ariary. Sur la base internationale du seuil estimé à 1 dollars PPA, environ 91% des ménages sont classés comme pauvres. L'insécurité alimentaire constitue la forme la plus extrême des aspects multidimensionnels de la pauvreté qui touchent la population malgache. Le déficit alimentaire est aussi bien qualitatif que quantitatif : Une de ses manifestations est le retard de croissance dû à la malnutrition chronique. Madagascar est un pays à vocation agricole et le secteur de l'agriculture y occupe une place prépondérante : environ 80% de la population active malgache vivent dans les milieux ruraux et tirent en grande partie leurs moyens de subsistance des activités agricoles. L'agriculture constitue également le principal pourvoyeur d'emplois au niveau national, en occupant près de 85% de la population active. Cependant, malgré un potentiel productif important, l'apport du secteur agricole au niveau macroéconomique est toujours resté insuffisant, avec une contribution au PIB qui stagne autour de 25% depuis ces trente dernières années. L'agriculture, au sens large, demeure sous exploitée, ne parvient pas à subvenir à l'ensemble des besoins alimentaires d'une population croissante, ni à accroître les revenus et freiner la pauvreté en milieu rural. La pratique de l'agriculture malgache est archaïque et peu intensive, ne donnant que de très faible rendement comme le rendement moyen du riz, au niveau national, est de l'ordre de 2,71² t/ha. Les facteurs de production tels les intrants, infrastructure de marché, de stockage et de transformation n'engendrent que très peu de valeur ajoutée. Les cultures vivrières, telles que le maïs, le manioc, sont dominantes, mais en général les produits sont autoconsommés, à l'exception du riz sur les exploitations plus grandes. Les cultures de rentes destinées à la commercialisation et à l'exportation sont faibles en proportion. La pauvreté est d'une grande ampleur en milieu rural à Madagascar et la population dans ces zones sont tributaire de l'agriculture comme moyen de subsistance et d'amélioration de condition de vie.

¹ Rapport de l'INSTAT en 2013

² Rapport de SADC en 2009

PARTIE I : CADRE METHODOLOGIQUE ET CONCEPT THEORIQUE

Chapitre I : CADRE METHODOLOGIQUE

Section 1 : PROTOCLE DE RECHERCHE

Le développement d'un pays est souvent assimilé à sa richesse, les pays riches sont communément appelés pays développés tandis que les pays pauvres sont souvent appelés pays sous-développés. Depuis l'indépendance, Madagascar n'a jamais connu un développement économique. Actuellement, Madagascar est classé parmi les pays le plus pauvre au monde. Elle se situe au 172³ sur 177 en IDH et un taux de croissance économique de 4,5%. Du coup, Madagascar s'est appauvri de façon continue. Face à cette situation, nombreux sont les solutions qu'on peut envisager l'une des solutions est l'agriculture.

Des études ont été faites pour analyser l'apport de l'agriculture au développement économique et sa relation avec la pauvreté. Byrlee D, Sadoulet E et Janvry A ont étudié l'agriculture pour le développement. Hildebert Isnard (1963) étudiait l'agriculture et développement en Afrique occidentale et constatait que le développement peut se passer par la modernisation de l'agriculture. Ensuite, Bart Minten (2006) étudiait le riz et la pauvreté à Madagascar. L'union africaine s'est collaborée avec le CEDEAO et ils ont étudiés l'a cas de Burkina-Faso. L'agriculture pourra un secteur clé pour la lutte contre la pauvreté.

A Madagascar, le riz est une culture principale : 40%⁴ des terres agricoles sont utilisées pour cette culture et 76% de la population (INSTAT, 2016) sont occupés par le secteur agricole pourtant certaines populations dans la partie sud du pays sont souvent attaqués par la famine. L'objet de cette recherche est d'analyser la relation qui existe entre l'agriculture et la pauvreté. L'agriculture peut-elle être donc un moyen efficace pour réduire la pauvreté à Madagascar ? Supposons d'abord que l'on peut atténuer la pauvreté à Madagascar par l'intermédiaire de la spécialisation sur le secteur agricole. De plus, le PIB agricole représente une grande quantité dans la totalité du PIB. Enfin, l'agriculture a un rôle prédominant à jouer dans la stratégie de réduction de la pauvreté à Madagascar. En utilisant tout d'abord un test statistique (test du khi-deux) ainsi que des analyses des données comme méthodes pour vérifier cette affirmation.

³ Classement du développement des pays en fonction de son IDH selon le PNUD

⁴ INSTAT, 2016

Chapitre II : CONCEPT THEORIQUE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PAUVRETE

SECTION 1 : REVUE DE LA LITTERATURE

De manière générale la pauvreté se définit comme un manque d'argent ou de ressources. Certaines auteures se sont mises d'accord sur cette définition globale de la pauvreté : elle « caractérise la situation d'individus, de groupes, démunis de ressources jugées essentielles et se trouvant dans une grande. Par contre, pour George SIMMEL (2007) : « la pauvreté est un état de choix impossibles à satisfaire par les individus ». Par conséquent, elle ne peut être définie comme un état quantitatif, en elle-même, mais seulement par rapport à une relation sociale qui résulte d'une situation spécifique. Pour bien cerner la pauvreté, il est intéressant de se référer au sens l'étymologique du terme. En effet la pauvreté tire son origine du mot latin « pauper » (peu ou petit) qui est elle-même proche du grec « peina » (la faim). La traduction grecque du mot « pauvreté » est « aporia » qui signifie absence de chemin. Nous constatons qu'en rapprochant les deux origines, nous aboutissons à une double conception de la pauvreté : c'est une notion à la fois quantitative en ce sens qu'elle traduit, le manque de nourriture et qualitative en ce sens qu'elle traduit la condition psychologique de celui ou celle qui ne peut trouver son chemin

La pauvreté est donc une situation physique et psychologique qui permet à un individu de mener une vie adéquate. Pour l'INSTAT Madagascar, elle est l'état de privation matérielle caractérisée par une consommation calorique au-dessous de 2133 calories par personne (adulte), par jour (EPM, 2003). C'est également un état d'asservissement et de frustration dans lequel se trouve une personne partiellement ou totalement dépourvue de moyens d'existence durables et qui se voit exclue de la jouissance des fruits de la croissance (DSRP 2007).

Etant donné que la pauvreté est l'un des obstacles qui empêchent le développement économique des pays. Partout dans le monde, les pauvres tirent en majorité leur revenu de l'agriculture ; par conséquent, étudier l'économie agricole nous apporterait beaucoup de renseignements sur l'économie de la pauvreté » (Schultz, 1979). Rares sont les interrogations qui ont pris l'attention des auteurs économiques autant que celle du rôle de l'agriculture en matière de lutte contre la pauvreté. Cette question a engendré une grande quantité d'études non seulement théoriques mais aussi empiriques. Beaucoup de ces publications mettent en exergue le processus de transformation structurelle de l'économie, dans les pays en voie de développement où l'activité économique se fonde en grande partie sur l'agriculture aussi bien que dans les pays avancés où les secteurs industriel et tertiaire dominant. Le progrès de l'économie, dans un pays donné, a inévitablement pour conséquence de faire diminuer la part de l'agriculture dans l'emploi et le PIB (Byerlee, de Janvry et Sadoulet, 2009). Cela tient notamment au fait que l'élasticité de

la demande par rapport au revenu est plus grande dans le cas des biens et services non agricoles. Christiaensen et Demery (2007) considèrent que la contribution de la croissance de l'économie à la lutte contre la pauvreté est susceptible de varier d'un secteur à l'autre à la raison que les bénéfices que les pauvres retirent de l'expansion sont plus grands si elle se produit là où ils se trouvent. Il en résulte, implicitement, qu'il est difficile de transférer le revenu généré dans un secteur économique vers un autre secteur, que ce soit du fait de la segmentation du marché ou pour des raisons politiques. Ils constatent que la croissance enregistrée dans l'agriculture contribue nettement plus au recul de la pauvreté que celle qui est imputable aux secteurs non agricoles. De même, pour Montalvo et Ravallion (2009), ils estiment que le véritable moteur du succès spectaculaire obtenu par la Chine dans sa lutte contre le dénuement a été le secteur primaire, et non pas les secteurs secondaire ou manufacturier ou tertiaire. Bresciani et Valdés (2007). Ils en concluent que, si l'on tient compte à la fois des effets directs et des effets indirects de la croissance agricole, celle-ci contribue davantage au recul de la pauvreté que la croissance des autres secteurs d'activité économique.

Pour la plupart, les habitants de la planète sont pauvres ; par conséquent, étudier l'économie de la pauvreté nous apporterait beaucoup de renseignements sur les principes économiques qui comptent vraiment. Partout dans le monde, les pauvres tirent en majorité leur revenu de l'agriculture ; par conséquent, étudier l'économie agricole nous apporterait beaucoup de renseignements sur l'économie de la pauvreté » (Schultz, 1979). Rares sont les interrogations qui ont pris l'attention des auteurs économiques autant que celle du rôle de l'agriculture en matière de lutte contre la pauvreté. Cette question a engendré une grande quantité d'études non seulement théoriques mais aussi empiriques. Beaucoup de ces publications mettent en exergue le processus de transformation structurelle de l'économie, dans les pays en voie de développement où l'activité économique se fonde en grande partie sur l'agriculture aussi bien que dans les pays avancés où les secteurs industriel et tertiaire dominent. Arthur Lewis en 1955 entant que 1^{er} économiste de développement, à essayer d'explicitier ce paradoxe. Il voyait le développement économique d'un pays comme un processus de déplacement des facteurs de production d'un secteur agricole se caractérisant par une productivité faible et le recours à des techniques traditionnelles vers un secteur d'industrie moderne marqué par une productivité plus forte. Le progrès de l'économie, dans un pays donné, a inévitablement pour conséquence de faire diminuer la part de l'agriculture dans l'emploi et le PIB (Byerlee, de Janvry et Sadoulet, 2009). Cela tient notamment au fait que l'élasticité de la demande par rapport au revenu est plus grande dans le cas des biens et services non agricoles. Ainsi, lorsqu'il y a augmentation de revenus, les

consommateurs accroissent davantage leur consommation de biens et services manufacturés que leur consommation des biens alimentaires. Ce processus s'accompagne généralement d'une augmentation des revenus et d'un recul de la pauvreté chez ceux qui tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture. Selon le document du DFID (2004), il souligne que la relation entre les différents taux de réduction de la pauvreté, au cours des 40 dernières années et les différences dans les performances agricoles est plus étroite qu'auparavant, notamment si on fait référence au rythme de croissance de la productivité de l'agriculture.

Les auteurs estiment que les liaisons entre l'agriculture et la réduction de la pauvreté se forment sous l'action de quatre mécanismes de transmission :

- ✓ Les effets directs de l'amélioration des performances de l'agriculture sur les revenus en milieu rural ;
- ✓ Les conséquences de la diminution du prix des produits alimentaires pour les pauvres des zones rurales et urbaines ;
- ✓ La contribution de l'agriculture à la croissance et la création de débouchés économiques en dehors du secteur ;
- ✓ Le rôle prépondérant de l'agriculture dans la stimulation et la poursuite de la transition économique.

Lorsque ce secteur cesse d'occuper la première place dans un pays (et dans la subsistance des pauvres) et cède le pas à des activités plus variées de transformation et de services. Pour eux, la possibilité de réduire la pauvreté à l'avenir, en s'appuyant sur ces mécanismes, sera fonction de la mesure dans laquelle la productivité agricole pourra être accrue là où ce sera le plus nécessaire. Christiaensen et Demery (2007) considèrent que la contribution de la croissance de l'économie à la lutte contre la pauvreté est susceptible de varier d'un secteur à l'autre à la raison que les bénéfices que les pauvres retirent de l'expansion sont plus grands si elle se produit là où ils se trouvent. Il en résulte, implicitement, qu'il est difficile de transférer le revenu généré dans un secteur économique vers un autre secteur, que ce soit du fait de la segmentation du marché ou pour des raisons politiques. Ils constatent que la croissance enregistrée dans l'agriculture contribue nettement plus au recul de la pauvreté que celle qui est imputable aux secteurs non agricoles. De même, pour Montalvo et Ravallion (2009), ils estiment que le véritable moteur du succès spectaculaire obtenu par la Chine dans sa lutte contre le dénuement a été le secteur primaire, et non pas les secteurs secondaire ou manufacturier ou tertiaire. De nombreuses études récentes s'attachent plus particulièrement à quantifier le rapport entre agriculture et la réduction de la pauvreté. Bresciani et Valdés (2007) structurent leur analyse autour de trois principaux axes

qui, selon eux, fondent la relation entre croissance agricole et pauvreté : le marché du travail, le revenu agricole ainsi que les prix alimentaires. Ils établissent un cadre théorique pour étudier l'importance quantitative de ces différents axes puis rendent compte des résultats de six études de cas nationales. Ils en concluent que, si l'on tient compte à la fois des effets directs et des effets indirects de la croissance agricole, celle-ci contribue davantage au recul de la pauvreté que la croissance des autres secteurs d'activité économique. Des recherches antérieures laissent aussi supposer que l'augmentation des revenus agricoles réduit plus efficacement la pauvreté que la croissance des autres secteurs pour les raisons suivantes :

L'incidence de la pauvreté est généralement plus élevée dans les populations agricoles et rurales que dans les autres, et la plupart des pauvres vivent dans les milieux ruraux et sont, dans une forte proportion, tributaires de l'agriculture pour leur subsistance (Banque mondiale, 2008).

D'ailleurs, selon la publication de certaines organisations internationales et les études ont été faites par les auteurs, l'agriculture pouvait être un moyen efficace pour lutter contre la pauvreté et même pour accéder au développement économique. Comme exemple, Hildebert Isnard en septembre 1963 a montré que le développement doit se passer par la modernisation de l'agriculture. D'après ce qu'il a dit : « C'est un processus plutôt long et difficile mais efficace ». De plus, la recherche de (Minten. B, Berrett .C, Claude. R, Zaza.R et Tiaray. R) en septembre 2006 a démontré que l'agriculture est un secteur indispensable au développement économique surtout sur les pays sous-développés. D'ailleurs, plusieurs auteurs ont estimé que les effets multiplicateurs de l'agriculture sur la non-agriculture sont importants (Hagblade, Hammer et Hazel, 1991 ; Delgado 1998).

En revanche, Jean Parent dans sa publication d'une revue économique qui s'intitule agriculture et développement économique en n'est pas tout à fait d'accord à ces dires. Selon lui, pour avoir un tel développement il faut que le pays se concentre sur le secteur industriel plutôt que sur le secteur agricole. Développement économique ne paraît pas être compatible avec une structure économique et sociale orientée vers l'agriculture car aucun pays développé n'a une agriculture prédominante et que la population employée dans l'agriculture trouve sa limite dans la quantité des terres exploitables alors que la population employée dans l'industrie n'est pas bornée par des facteurs naturels. Arthur Lewis en 1955, il voyait le développement économique d'un pays comme un processus de déplacement des facteurs de production d'un secteur agricole

se caractérisant par une productivité faible et le recours à des techniques traditionnelles vers un secteur d'industrie moderne marqué par une productivité plus forte.

SECTION 2 : CONCEPT DE PAUVRETE ET DE VULNERABILITE

2-1) Concept de pauvreté

De manière générale, « la pauvreté est l'état de profond dénuement ou le manque aigu de bien-être ». Être pauvre, c'est avoir faim, ne pas avoir un toit ni de vêtements décents, être illettré et sans instruction, d'ailleurs elle peut aussi expliquer par les faites qu'être en dépendance avec les autres. Toutefois, Nous classifions comme pauvre une personne, une famille ou même un pays qui dispose de faibles ressources et qui lui rend indépendants des autres. Par ailleurs, la pauvreté est un phénomène socio-économique à caractère à la fois quantitatif et qualitatif.

Pauvreté selon différentes approches

1) Objective et subjective

Habituellement le concept de pauvreté est abordé selon deux approches complémentaires afin de mieux circonscrire son contenu. La première approche fait référence aux déterminants du bien-être individuel et particulièrement aux cinq besoins essentiels de l'homme à savoir la nourriture, le vêtement, l'éducation, sécurité et la santé. Le non satisfaction de ces besoins à un niveau admissible est qualifié de « pauvreté objective » (PNUD, 2008). La seconde acception appelée « pauvreté subjective » peut ne pas être ressentie comme un état de pénurie par la population dans la mesure où elle n'est pas nécessairement liée aux besoins fondamentaux, alors qu'elle limite l'élargissement des capacités des individus.

2) Absolue et relative

La « pauvreté absolue » est définie par rapport à ce que nous appelons le « minimum vital ». En d'autres termes, nous considérons qu'il y a des exigences minimales pour une vie décente, en deçà desquelles l'individu tombe dans la catégorie des « pauvres ». En ce qui concerne la notion de « pauvreté relative », il s'agit de définir et de mesurer la condition d'un groupe spécifique par rapport à d'autres groupes vivant dans le même environnement, dans la même collectivité ou le même pays.

Pour A Sen (2000), « la pauvreté est donc une notion absolue dans l'espace des culpabilités mais prendra très souvent une forme relative dans l'espace des biens ou caractéristiques ». Ainsi, quelqu'un considéré comme pauvre dans les pays développés aura probablement un revenu supérieur à celui d'une personne considérée comme « aisée » dans un pays moins développé. La satisfaction des besoins sur le plan quantitatif ne signifie pas la satisfaction sur le plan qualitatif.

Un ménage qui ne peut pas scolariser ses enfants, vit dans la pauvreté absolue mais celui qui les envoie dans une école de qualité médiocre, vit dans la pauvreté relative.

A Madagascar l'incidence de la pauvreté absolue est trois fois plus que celle de la pauvreté non absolue, c'est-à-dire 78,9 % des pauvres malgaches vivent dans la pauvreté absolue (EPM 2010).

3) Conjoncturelle et structurelle

Si le facteur temps n'est pas en lui-même un critère de pauvreté, la durée plus ou moins longue de la situation détermine si elle est de type conjoncturel ou structurel ; une catastrophe naturelle crée des situations de pénurie qui provoquent un état de pauvreté temporaire de la population sinistrée, alors qu'un dysfonctionnement de la structure de production d'une économie entretient une pauvreté chronique d'une frange plus ou moins grande de la population. Enfin la combinaison des trois critères de classification donne les huit situations de pauvreté suivantes :

4) Monétaire et humaine

a) La pauvreté monétaire

La pauvreté monétaire est un état dans lequel le revenu est insuffisant pour satisfaire les besoins de subsistance. Par souci de comparaison, la Banque Mondiale fixe ce niveau de revenu à moins de 2 \$ américains par personne et par jour, généralement mesuré en termes de parité de change pour pouvoir appréhender le pouvoir d'achat.

Une personne est jugée pauvre dès lors que son revenu donne un niveau de satisfaction inférieure au minimum nécessaire pour vivre. L'un des Rapport d'une organisation internationales montre qu'en 1997 à 2007 « la pauvreté monétaire a été réduite de quart dans le monde passant de 1,3 milliard à 985 millions de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, et 2,6 milliards pour ceux vivant avec moins de 2 dollars »⁵.

Malgré la mise en œuvre des programmes spécifiques pro-pauvres dans des domaines variés, notamment, de la stabilité macro-économique, du développement rural, de la lutte contre la malnutrition et de la promotion de l'emploi, la pauvreté demeure un phénomène de grande ampleur à Madagascar où 67,5 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté en 2008 (Enquête auprès des Ménages, 2010).

⁵ Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde : combattre la pauvreté, Ed. ESKA, 2001, p 20

A Madagascar, selon le rapport de la banque mondiale. La pauvreté monétaire s'est dégradée entre l'année 2005 et 2010, passant de 68,5 % à 76,5 % pour l'ensemble de la population, contre 76,6 à 82 % pour les enfants de moins de 18 ans. Cette tendance est valable aussi bien dans le milieu urbain (52 % à 54,2 %) que dans le milieu rural (73,5 % à 82,2%).

b) La pauvreté humaine

La pauvreté humaine est considérée comme une absence des capacités humaines de base ; malnutrition ; analphabétisme ; longévités réduites ; mauvaise santé maternelle ; maladie pouvant être évitée. Selon le PNUD la pauvreté humaine qui est mise au cœur de l'analyse et celle-ci est liée à la notion de développement humain inspire des travaux d'Amartya Sen⁶. Le développement humain représente l'élargissement des possibilités et des choix offerts aux individus.

En effet le PNUD privilège une approche multidimensionnelle ou la pauvreté humaine est définie comme étant « la négation des opportunités et des perspectives fondamentales sur lesquelles repose tout développement humain : vivre une vie longue, saine, constructive, et jouir d'un niveau de vie de décent, ainsi que de la liberté, la dignité du respect de soi même et autrui »⁷. C'est donc l'absence des capacités humaines de base telles que : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, le fait d'être atteint de maladie évitable. Pour le PNUD, la pauvreté humaine est le manque des capacités humaines essentielles comme, savoir lire et écrire correctement.

La pauvreté humaine touche les aspects économiques de la pauvreté à travers les conditions de vie qu'elle mesure par un indicateur composite de l'accès à l'assainissement, au logement, à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation. Tandis que l'aspect relatif à la longévité est appréhendé par l'espérance de vie, et celui relatif à la capacité de s'informer est mesuré par l'alphabétisation. Au cours de ces dernières années, le Gouvernement, Malagasy a mis l'accent sur plusieurs facteurs autres que monétaires tels que la démographie, la santé et la nutrition, l'éducation et la formation, le cadre de vie, la protection sociale, l'équité et l'égalité de genre, l'emploi et la culture qui affectent le bien-être des ménages.

2-2) Le concept de vulnérabilité

Le concept de vulnérabilité se réfère à une mesure future ou prévisionnelle du bien-être. Un ménage ou une société est considéré entant que vulnérable lorsqu'il est prédisposé à certains inconvénients, exposé à des chocs, des pertes, des échecs, des risques. Le risque indique des

⁶ A. Sen : économiste indien (Prix Nobels de l'économie en 1998)

⁷ Rapport sur le développement humain PNUD 2006 p.17

événements incertains qui peuvent affecter le niveau de vie, comme les pertes de récolte, le chômage, la maladie, la sécheresse ou les risques liés aux actions d'autres personnes ou aux décisions politiques. Ainsi, la vulnérabilité est attachée à la notion de probabilité pour laquelle un ménage, un individu trouve sa situation ou ses conditions de vie se dégrader dans le futur face aux fluctuations de la vie par exemple choc. On distingue :

- La vulnérabilité en terme monétaire : qui désigne le risque que le ménage tombe dans la pauvreté du fait d'un niveau de vie en dessous du seuil de pauvreté.

- La vulnérabilité liée aux conditions de vie : cette forme de vulnérabilité est traduite par le risque d'être exclu d'un certain mode de vie matériel et culturel. On peut dans ce cadre considérer la vulnérabilité à l'analphabétisme, la vulnérabilité à la mortalité infantile et juvénile ou aux complications de grossesses, ou à la malnutrition, etc.

- La vulnérabilité en termes de capacité : dans ce cas, un ménage et un individu sont considérés vulnérables s'il n'a pas la capacité de réaliser les adaptations nécessaires pour défendre son bien-être dans le cas où ils sont exposés ou des événements extérieurs et à des chocs qui ne le sont pas favorables. La capacité de ces ménages, individus à éviter ou réduire la vulnérabilité dépend d'une part des ressources dont ils disposent initialement, et d'autre part de l'accessibilité et de leurs capacités à utiliser de manière efficace ces ressources pour obtenir un revenu, de la nourriture ou de satisfaire d'autres besoins plus essentiels. Pour Amartya Sen, les culpabilités de l'individu se compose d'une part du capital financier, du capital physique, du capital humain, et du capital social, et d'autre part, des caractéristiques personnelles et des opportunités sociales. Cette approche met en exergue la manière plus efficace de la réduction de la pauvreté en améliorant les culpabilités des individus dans la longue période. L'approche de Sen peut s'interpréter de manière schématique par une relation entre la vulnérabilité, le risque encouru par les individus et les ménages ainsi que leur capacité de réaction face à l'agression pour tenir le coup face aux effets négatifs du changement. Un individu ou un ménage aura un coefficient de vulnérabilité plus faible si face aux mêmes risques, son stock de culpabilités lui permet de résister. Par contre, son coefficient de vulnérabilité sera grand si son stock de culpabilités est très faible pour lui permettre de réaliser des adaptations nécessaires pour protéger son bien-être.

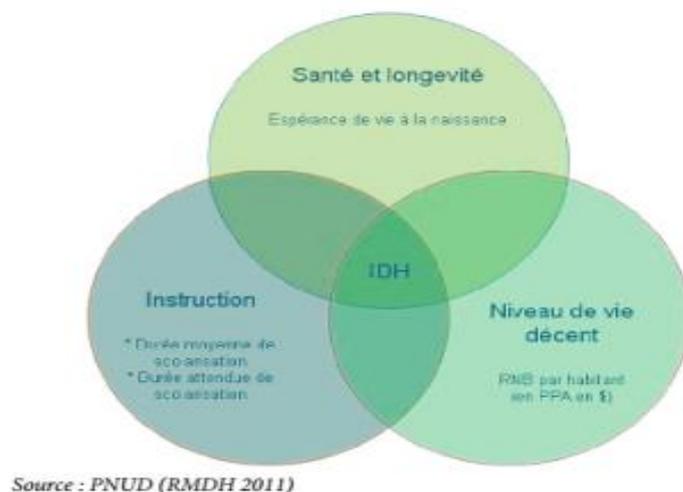
3) Mesure de pauvreté

Le premier objectif des OMD consiste à la réduction de la pauvreté. Ceci nécessite des indicateurs pour mesurer l'évolution dans le temps à fin d'élaborer une politique. Dans ce cas on se focalise dans l'étude des deux indicateurs à savoir : L'IDH, L'IPH, L'IIG, L'IPM.

3-1) L'IDH (Indicateurs des Développements Humains)

L'Indice de développement humain (IDH) est un terme développé pour la première fois par A. Sen, son principal but est de mener un classement mondial de tous les pays en fonction de leur niveau de développement. L'IDH repose sur l'ensemble des 3 dimensions suivantes que nous voyons da la figure suivante.

Figure 1:Dimensions de l'IDH



La dimension « Santé et longévité » est mesurée par l'espérance de vie à la naissance, plus précisément l'âge moyen où décéderait une génération qui subirait, de sa naissance à sa disparition, les conditions de mortalité de l'année d'observation.

La dimension « éducation » (la connaissance / le savoir) est mesurée par deux indicateurs. La durée moyenne de scolarisation des adultes âgés de 25 ans (en années) et la durée attendue (escomptée) de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Les années de scolarisation moyennes sont estimées sur la base de la durée de la scolarité pour chaque niveau éducatif. Les estimations des années de scolarisation escomptées sont basées sur les inscriptions par âge à tous les niveaux éducatifs et sur la population d'âge scolaire officiel pour chaque niveau éducatif.

Le niveau de vie est mesuré par l'accès aux ressources indispensables pour vivre décentement. Plus précisément, elle fait référence au revenu national brut par habitant (exprimé en PPA en \$) ou bien le PIB par habitant (exprimé en PPA en \$). L'IDH utilise le logarithme du revenu pour refléter l'importance décroissante du revenu avec un RNB croissant.

L'IDH est obtenu donc par la moyenne géométrique des indices normalisés pour chacune des trois dimensions. L'IDH prend des valeurs comprises entre 0 et 1 en fonction du niveau de développement. Il est à noter que les indicateurs des trois dimensions sont calibrés et combinés pour obtenir toujours un score d'IDH situé entre zéro et un.

3-2) L'indicateur de la Pauvreté Humaine (IPH)

Ensuite, en 1997, le PNUD a développé l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH) dont le but de mesurer le niveau de pauvreté au sein d'un pays. Il vise spécifiquement à exprimer la condition des pauvres et des déshérités dans les communautés des divers pays. L'IPH se concentre sur trois aspects essentiels de la vie humaine : la longévité, l'instruction et les conditions de vie avec plus de précision par rapport à l'IDH. La longévité (P1) mesure la probabilité de décéder à un âge relativement précoce. L'instruction (P2) est un critère à partir duquel on se trouve exclu du monde de la lecture et de la communication. Enfin (P3) concerne l'absence d'accès à des conditions de vie décentes et s'attache en particulier à ce que procure l'économie dans son ensemble. Pour les pays en développement, l'IPH intègre dans son calcul le pourcentage d'individus dont l'espérance de vie ne dépasse pas 40 ans, ensuite le taux d'analphabétisme des adultes, le pourcentage de la population privée d'accès à l'eau potable, et enfin le pourcentage des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale. S'agissant des pays industrialisés, l'IPH intègre dans son calcul le pourcentage d'individus dont l'espérance de vie ne dépasse pas 60 ans, le taux d'illettrisme des adultes et le pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté monétaire, et enfin le taux de chômage de longue durée (au moins 1 an).

L'IPH-1 est lié seulement aux pays en développement, il est calculé à partir de la moyenne cubique de trois indicateurs exprimés en pourcentages P1, P2 et P3 :

- P1 est le pourcentage de décès avant 40 ans.
- P2 est le pourcentage d'analphabétisme des adultes.
- P3 représente le manque de conditions de vies décentes, il est lui-même la moyenne arithmétique de trois sous-indices P31, P32 et P33 :

P31 est le pourcentage de personnes privées d'accès à l'eau potable ;

P32 est le pourcentage de personnes privées d'accès aux services de santé ;

P33 est le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale (modérée ou aiguë).

L'IPH-2 est relatif aux pays développés il est calculé à partir de la moyenne cubique de quatre indicateurs exprimés en pourcentages, P1, P2, P3 et P4.

❖ P1 le pourcentage de décès avant 60 ans.

❖ P2 le pourcentage d'illettrisme.

❖ P3 représente le manque de conditions de vie décentes, estimé par le pourcentage de personnes vivant en dessous de la demi-médiane de revenu disponible des ménages :

Si M est niveau de revenus tel qu'une moitié de la population a un revenu supérieur à M et l'autre moitié un revenu inférieur à M, alors P3 est le pourcentage de personnes ayant un revenu inférieur à M/2.

❖ P4 est le pourcentage de personnes en chômage de longue durée, c'est-à-dire membre de la population active et sans emploi depuis au moins 12 mois.

3-3) L'indice des inégalités de genre (IIG)

IIG indique les pertes en termes de développement humain causées par les inégalités entre femmes et hommes au regard de trois dimensions, à savoir la santé de la reproduction, l'autonomisation et le marché de l'emploi. En matière de développement humain, il traduit le désavantage des femmes dans ces dimensions. L'IIG sert ainsi à appréhender les inégalités liées au genre.

Il varie entre les valeurs 0 et 1 où 0 s'interprète comme le cas dans lequel les femmes ont un traitement égal aux hommes, et 1 la situation dans laquelle la condition des femmes est aussi mauvaise que possible quelle que soit la dimension mesurée.

3-4) L'indice multidimensionnel de la pauvreté (IPM)

L'indice multidimensionnel de la pauvreté a été développé afin de mieux apprécier le caractère multidimensionnel de la pauvreté. Cet indice représente les manques graves dont souffrent des individus de manière simultanée. Ces manquements simultanés s'identifient sur l'ensemble des trois dimensions uniques à l'Indice de Développement humain, soit le niveau de

vie, la santé et l'éducation. L'IPM rend compte de la pauvreté « aigüe », de ses multiples manifestations, en ne se limitant pas aux aspects économiques mais en éclairant différentes formes de privations avec le foyer comme unité de mesure. L'IPM se mesure à partir de dix indicateurs dont : pour la santé : la mortalité infantile et la nutrition ; pour l'éducation : la scolarisation et la sortie de l'école avant l'âge de huit ans ; et pour le niveau de vie : l'électricité, assainissement, l'eau potable, la nature du sol de l'habitat, combustibles d'alimentation et la détention de biens mobiliers

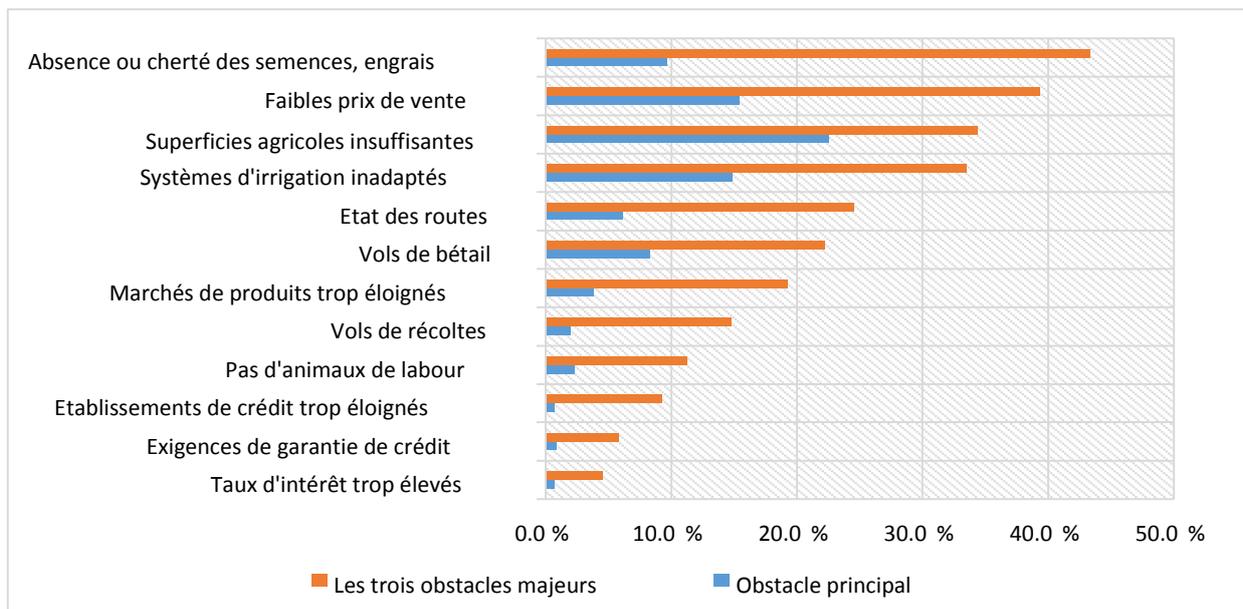
CHAPITRE III : PAUVRETE ET AGRICULTURE A MADAGASCAR

SECTION 1 : L'AGRICULTURE A MADAGASCAR

A) Les facteurs qui bloquent le développement du secteur agricole à Madagascar

Les facteurs qui peuvent influencer négativement le développement du secteur agricole à Madagascar sont nombreux. Ils sont en générale affichés dans la figure n°2 après le traitement des données issues de l'enquête réalisée par L' EPM en 2010.

Figure 2: Fréquence et classement des obstacles du développement de l'agriculture



Source : L'enquête d'EPM 2010

Ce graphique indique que parmi les facteurs liés directement ou rattachés aux productions comme l'insuffisance des superficies de terre agricoles ; absence ou cherté des semences, engrais ; systèmes d'irrigations inadaptés ainsi que la faiblesse de prix de ventes des produits sont considérés comme facteurs les plus significatives aux obstacles développement du secteur agricole. Par contre, tous les facteurs qui n'ont pas une liaison directe à la production ou qui sont maîtrisés par l'Etat ou une institution financière comme l'augmentation de taux d'intérêt ; éloignement d'un établissement de crédit ainsi que l'exigence des garanties de crédit sont considérés comme facteurs qui n'est pas du tout significatif. Ils ont tous un impact négatif sur le développement du secteur agricoles mais du niveau inférieur.

D'ailleurs, appart tous cela, la faible allocation optimale de ressource sur le secteur agricole aussi est un autre obstacle pour le développement de ce secteur. Cela représente souvent un problème principal de certains pays qui a un faible budget.

B) Facteur de pauvreté à Madagascar

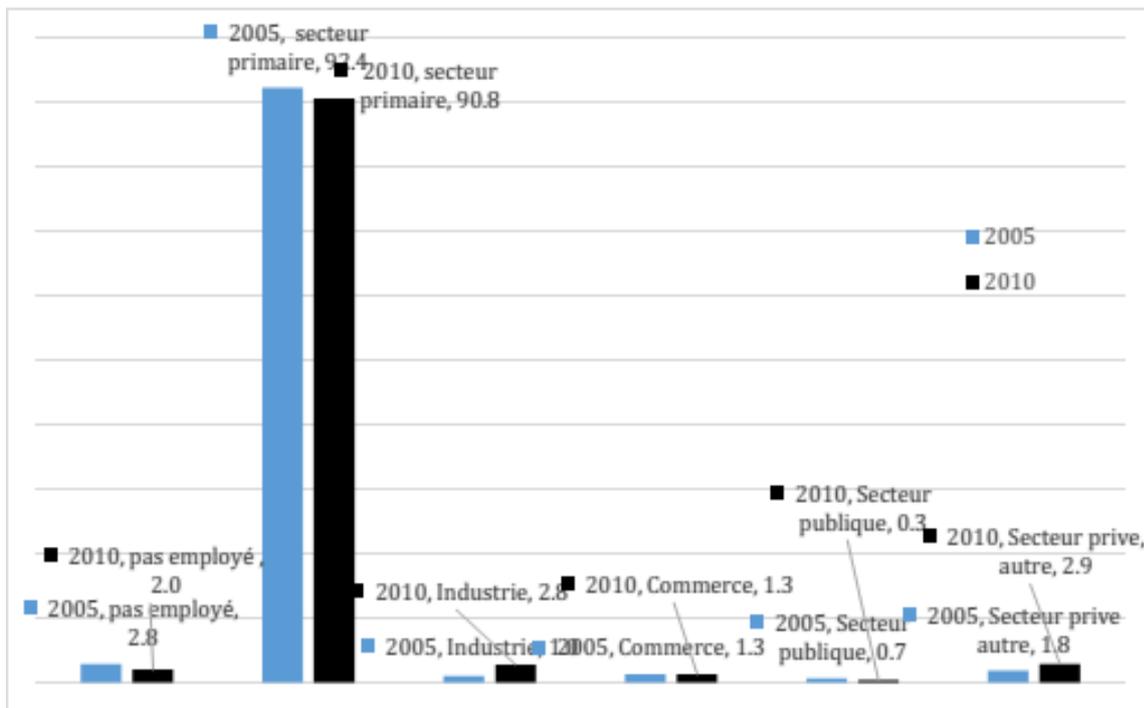
Les facteurs de pauvreté sont nombreux surtout sur le cas des pays en voie de développement comme Madagascar. Mais ici, restant tout simplement sur les facteurs suivants qui sont considérés comme plus appropriés au cas de Madagascar.

B-1) Faible niveau de scolarisation du chef de ménage

La faible niveau de scolarisation du chef de ménage est un facteur déterminant de la pauvreté car plus le chef de ménage a un faible niveau d'instruction, plus il aura un mauvais emploi car vue l'état du taux d'employabilité à Madagascar qui est un peu faible, donc les chefs de ménage avec un faible niveau d'instruction ont du mal à trouver un bon emploi qui lui permet de gagner plus de ressource afin de pouvoir mener à leur famille une meilleure qualité de vie ou même de subvenir les besoins minimum vitaux. De plus, ce faible niveau d'instruction du chef de ménage aussi ramène à une sur occupation d'une activité du secteur primaire alors que ce secteur engendre souvent une moindre ressource.

La figure ci-dessous montre le niveau d'emploi par secteur des chefs de ménages dans une zone rurale durant l'année 2005 et 2010.

Figure 3: Emploi des chefs de ménage des zones rurales par secteur



SOURCE : ENSOMD 2012-2013 ; EPM 2005, EPM 2010

B-2) Forte croissance démographique

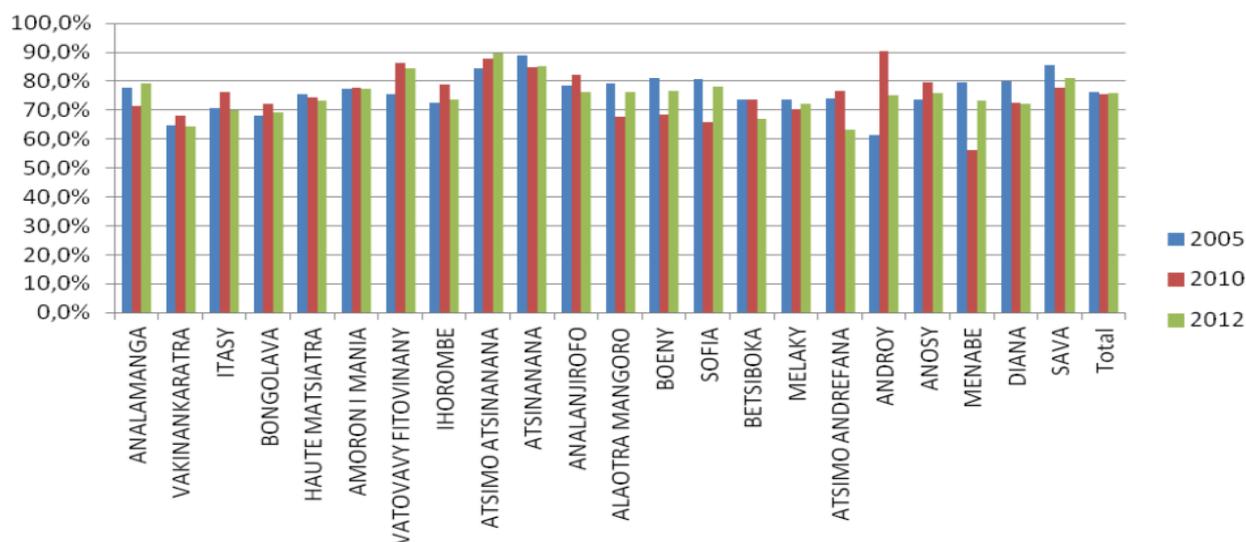
Madagascar est l'un des pays qui a connu une forte croissance démographique au monde. Ce phénomène est classé parmi le facteur déterminant de la pauvreté sur le fait que premièrement, l'accroissement démographique à Madagascar ne fait qu'alimenter l'importation du pays car la population a une tendance d'augmenter aussi vite que la production, donc la production locale n'arrive pas à satisfaire les besoins du pays. Ensuite, l'accroissement considérable de la population qui n'accompagne à une politique création d'emplois ne fait qu'augmenter le taux de chômage.

Du coup, l'accroissement de la population engendre un déficit au niveau de la balance commerciale ($M > X$)⁸ et un déséquilibre au niveau d'emploi, tout cela va risquer à son tour de poser un problème sur la condition l'équilibre macroéconomique qui conduit souvent à une crise.

⁸ Excès de l'importation par rapport à l'exportation

Evolution de la pauvreté à Madagascar

Figure 4 : Progression de la pauvreté à Madagascar



SOURCE : ENSOMD 2012-2013 ; EPM 2005, EPM 2010

Cette figure indique la fluctuation du taux de pauvreté à Madagascar pendant les années observées. Cette fluctuation est due par des différents facteurs particulièrement au non maitrise des variables économiques ou encore par une instabilité politique.

Parmi les 22 régions, 9 présentent un taux de pauvreté supérieur à 80%, 5 autres ont un taux compris entre 70% et 80% .Les régions qui s'en sortent mieux sont la région d'Analamanga et celle de SAVA. Par contre, la région qui est le plus attaquée par la pauvreté est la région d'ANDROY (avec un taux de pauvreté de 97%)

PARTIE II : ANALYSE DES DONNEES ET RESULTAT

Cette dernière partie tout d'abord, dans le chapitre IV, analyse la relation d'interdépendance peut exister ou non entre la pauvreté et l'agriculture. Ensuite, le chapitre V consiste à fournir des solutions face aux problèmes qui fragilisent le développement du secteur agricole à Madagascar.

CHAPITRE IV : INTERDEPENDANCE ENTRE LA PAUVRETE ET L'AGRICULTURE

SECTION 1 : TEST DU KHI-DEUX

En choisissant le test du khi-deux pour vérifier l'existence ou non de relation entre la pauvreté et l'agriculture. Ce test a été choisi en raison de sa simplicité ainsi que par ses objets qui consistent à détecter la relation d'interdépendance entre deux variables quantitatives. Pour en faire, on devrait procéder à un processus échantillonnage afin d'avoir les données concernant les deux variables dont on aura besoin pour établir un tableau de contingence qui permet de réaliser le test.

Le critère du choix des pays pour qu'ils fassent partie de l'échantillon se base d'une part sur le fait que son activité agricole est favorisée et d'autre part sur ses niveaux de pauvreté. Pourtant quelques pays comme (Inde, Afrique du sud, Rwanda été...) sont excluent car mêmes s'ils ont un niveau d'activité agricole plus au moins favorisé, leur taux de pauvreté n'est pas significatif (inférieur à 5%) et cela va donc risquer de fausser le résultat. Du coup, généralement les pays qui fassent parti de l'échantillon sont les PED, ils ont un niveau élevé du taux de pauvreté ainsi que des spécialisations au niveau du secteur primaire.

Ensuite, pour le traitement des données obtenu par l'échantillonnage, on poursuit aux différentes étapes fondamentales relatives aux résolutions du problème de test suivantes.

1^{ere} Etape : Formulation des hypothèses

Soit « X » et « Y » deux variables aléatoires dont : « X » représente la part de l'agriculture dans le pays tandis que « Y » représente le taux de pauvreté d'un pays

Les deux hypothèses suivantes sont indispensables pour la réalisation du test de Khi-deux.

Soient l'hypothèse H_0 appelé hypothèse nulle qui consiste à l'Indépendance de la variable « X » et « Y » tandis que H_1 que nous appelé souvent hypothèse alternatif pour la liaison des deux variables.

$$\begin{cases} H_0 : X \text{ et } Y \text{ sont indépendantes.} \\ H_1 : \text{Il existe un lien entre } X \text{ et } Y. \end{cases}$$

2^{ème} Etape : Calcul des effectifs théoriques notés « T_i » selon l'hypothèse nulle

Tableau 1:Effectifs observés

Des effectifs observés (O_i)				
	Pauvre	Moyen	Riche	Somme
Niveau agricole élevé	2	8	16	26
Niveau agricole faible	8	2	4	14
Somme	10	10	20	40

Source : Echantillonnage de l'auteur à partir des données de la WDI

Les effectifs théoriques seront calculés à partir du tableau de contingence ci-dessus en appliquant la formule suivante :

$$T_i = \frac{[(n_{i.} * n_{.j}) \setminus N]}{N}$$

Avec :

$n_{i.}$ = Nombres des individus qui possèdent le caractère « i » de la variable aléatoire « X »

$n_{.j}$ = Nombres des individus qui possèdent le caractère « j » de la variable aléatoire « Y »

N = Nombres des individus dans l'échantillon

L'effectif théorique T_i est utilisé pour déterminer la valeur de khi-deux calculée que nous notons « D_i » pour nous permettre à évoquer l'ensemble des règles de décision.

En appliquant la formule de l'effectif tout à l'heure, nous obtenons le tableau des effectifs suivant.

Tableau 2 : Effectifs théoriques

Tableau des effectifs théoriques				
	Pauvre	Moyen	Riche	Somme
Niveau agricole élevé	6,5	6,5	13	26
Niveau agricole faible	3,5	3,5	7	14
Somme	10	10	20	40

Source : Echantillonnage de l'auteur à partir des données de la WDI de la BM

3^{ème} Etape : Calcule de la valeur du khi-deux calculée « (χ_c^2) ».

La combinaison du tableau des effectifs observés et le tableau des effectifs théoriques qui se présentent précédemment nous permettrons de calculer la valeur de khi-deux calculée « D_i ».

Avec :

$$D_i = \frac{(O_i - T_i)^2}{T_i}$$

Tableau 3: valeurs de khi-deux calculée

O_i	T_i	$O_i - T_i$	D_i
2	6,5	20,25	3,1153
8	6,5	2,25	0,3461
16	13	9	1,4444
8	3,5	20,25	5,7857
2	3,5	2,25	0,6428
4	7	9	1,2857
khi-deux calculer (χ_c^2)			12,62

Source : Echantillonnage de l'auteur à partir des données de la WDI de la BM

4^{ème} Etape : Enonciation des règles de décisions

Cette étape consiste à prendre une décision à partir de la comparaison de la valeur de khi-deux calculé (χ_c^2) et la valeur correspondant au seuil de signification du test dans la table qui est noté (π). On refuse l'hypothèse H_0 qui consiste à l'indépendance de la variable « X » et « Y » dans toute probabilité critique supérieure ou égale à la probabilité théorique. On accepte l'hypothèse H_0 dans le cas contraire

$$\begin{cases} \chi_c^2 \geq \pi & \text{On rejette l'hypothèse } H_0 \text{ (accepter } H_1) \\ \chi_c^2 < \pi & \text{On accepte l'hypothèse } H_0 \end{cases}$$

La valeur π est trouvée dans la table de khi-deux en fonction du seuil de signification (α)⁹ donnée du test.

$$\begin{aligned} \alpha &= \text{Pr (refuser } H_0 / H_0 \text{ est vraie)} \\ \alpha &= \text{Pr } (\chi_c^2 \geq \pi / H_0 \text{ X et Y sont indépendant)} \\ \alpha &= \text{Pr } (\chi_c^2 \geq \pi) \\ 0,05 &= \text{Pr } (\chi_c^2 \geq \pi) \end{aligned}$$

Ici, nous avons un test unilatéral donc d'après la table de distribution de khi-deux, on a

$$\pi = 5,991$$

5^{ème} Etape : Prise de la décision

Comme la probabilité critique (χ_c^2) est supérieure à la probabilité théorique

π ($12,62 \geq 5,991$), la décision est donc consistée à refuser l'hypothèse nulle (accepter l'hypothèse alternatif) c'est à dire qu'il y a une relation d'indépendance entre les deux variables quantitatives agriculture et pauvreté.

SECTION 2 : DETERMINATION DE TYPE DE RELATION ENTRE LA PAUVRETE ET L'AGRICULTURE

1) Présentation des données

Vu que les deux variables ont une relation d'interdépendance entre elles, cette nouvelle section consiste à trouver de quel type de relation s'agit-elle ? Le tableau 5 donne les informations

⁹ α : Le degré sur lequel on peut affirmer la véracité de l'Hypothèse

sur le taux de pauvreté et sur la part distributive de l'agriculture da le PIB des pays en considération.

Tableau 4: Situation des pays sélectionnés de l'année 2012

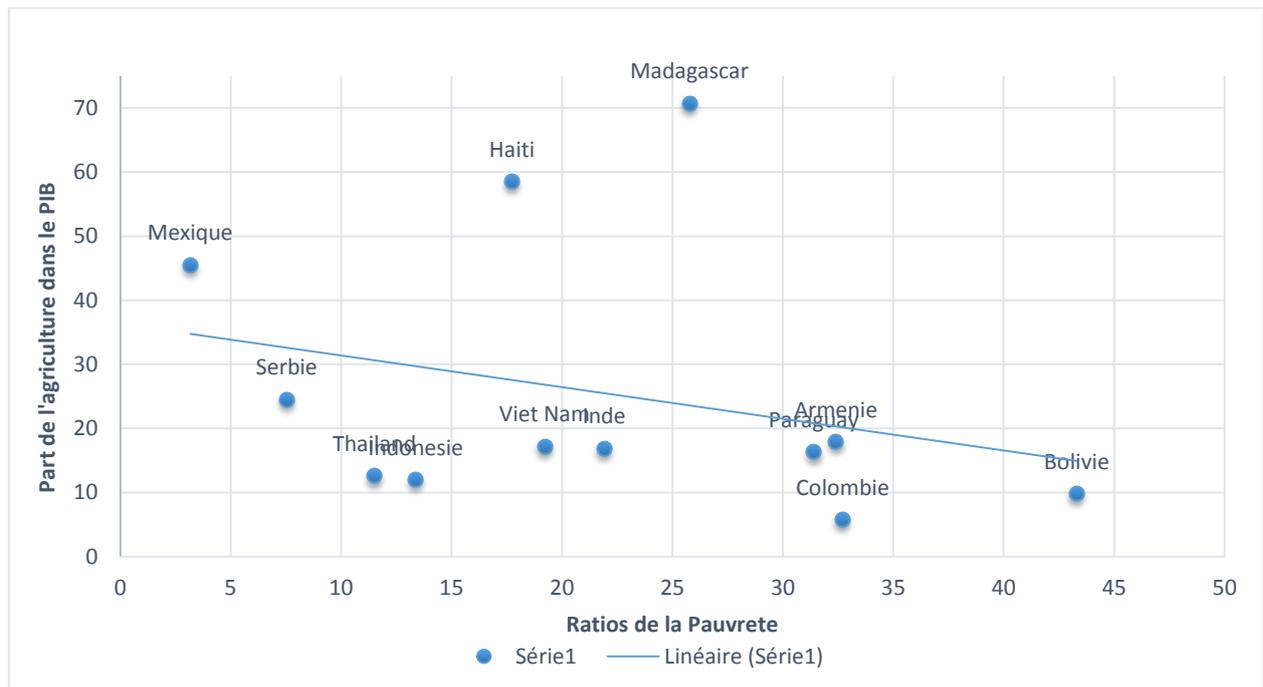
Source : WDI de la banque mondiale

<i>Pays</i>	<i>Part de l'agriculture dans le</i>	
	<i>Ratios de la pauvreté</i>	<i>PIB (%)</i>
<i>Arménie</i>	<i>32,4</i>	<i>17,91</i>
<i>Colombie</i>	<i>32,7</i>	<i>5,78</i>
<i>Inde</i>	<i>21,9</i>	<i>16,85</i>
<i>Indonésie</i>	<i>13,37</i>	<i>12</i>
<i>Madagascar</i>	<i>25,77</i>	<i>70,7</i>
<i>Serbie</i>	<i>7,53</i>	<i>24,5</i>
<i>Haïti</i>	<i>17,73</i>	<i>58,5</i>
<i>Bolivie</i>	<i>43,3</i>	<i>9,81</i>
<i>Mexique</i>	<i>3,17</i>	<i>45,5</i>
<i>Paraguay</i>	<i>31,4</i>	<i>16,33</i>
<i>Thaïlande</i>	<i>11,5</i>	<i>12,6</i>
<i>Viet Nam</i>	<i>19,22</i>	<i>17,2</i>

2) Analyse graphique de la relation d'interdépendance entres les variables

Après le traitement des données à notre disposition sur Excel, nous avons la figure n° 5 qui nous en servir de dégager type de relation existe entre les deux variables quantitatives qui viennent d'être tester.

Figure 5: Relation entre l'agriculture et pauvreté



Source : Auteur à partir des données de la WDI de la banque mondiale

Suivant la représentation graphique, Les données relatives aux 2 pays Haïti et Madagascar sont aberrantes¹⁰. Cette situation est expliquée par différentes raisons. Tout d'abord pour le cas d'Haïti, il est un pays qui est souvent frappé par un fléau naturel. Ensuite, concernant le cas de Madagascar, il est un pays caractérisé souvent par une instabilité politique. Tout cela est la raison pour laquelle ces deux pays ont un taux de pauvreté extraordinairement élevé qui n'est pas compatible à ceux des autres.

Si les données aberrantes ne sont pas donc prises en considération c'est-à-dire qu'il y a une exclusion des données concernant les deux pays Haïti et Madagascar, on a une droite d'ajustement plus appropriée aux ensembles de nuage des points. En tous cas la droite d'ajustement entre les deux variables est oblique, cela explique que la relation qui lie les deux variables est une relation de gauche à droite linéaire¹¹, ici elle a de la forme négative.

¹⁰ Aberrantes : Ecarte du type normal

¹¹ Relation linéaire : changement des deux variables de manière proportionnelle

3) Estimation des paramètres de la droite

La figure 5 a permis de déduire l'équation linéaire entre la variable X (part de l'agriculture dans le PIB) et Y (ratios de pauvreté d'un pays par rapport au seuil de pauvreté national d'un pays), elle se représente comme suit :

$$y = b - ax$$

a et b sont les paramètres de l'équation qui devront être estimés pour mener à l'interprétation mathématique qu'économique du modèle tandis que y ¹² et x ¹³ sont les variables.

Suite au traitement de mêmes données dans le tableau 6, au STATA¹⁴, on a les valeurs suivantes

Tableau 5: Estimation des paramètres par la méthode des moindres carrés

Source	SS	df	MS			
Model	122.356293	1	122.356293	Number of obs =	12	
Residual	1429.86461	10	142.986461	F(1, 10) =	0.86	
Total	1552.2209	11	141.110991	Prob > F =	0.3767	
				R-squared =	0.0788	
				Adj R-squared =	-0.0133	
				Root MSE =	11.958	

r	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
p	-.1596266	.1725598	-0.93	0.377	-.5441138	.2248606
_cons	25.75866	5.611697	4.59	0.001	13.25502	38.2623

¹² y : Variable expliquée

¹³ x : Variable utilisée pour expliquer la variable endogène y (variable explicative)

¹⁴ STATA : Un logiciel de traitement des données statistiques et économétriques

4) Analyse de coefficient de corrélation

D'après la figure 5, il y a une corrélation entre la variable pauvreté et la variable agriculture.

Le tableau de matrice de corrélation ci-dessous va permettre de dégager le degré de corrélation entre les deux variables.

Tableau 6: Matrice de corrélation linéaire entre les variables

. pwcorr p r, sig

	p	r
p	1.0000	
r	-0.2808	1.0000
	0.3767	

Ce tableau donne une valeur de $r = -0,28$ qui est quasiment proche de -1 , et un degré de significativité de $37,67\%$, cela signifie qu'il y a une certaine corrélation entre les deux variables mais cette corrélation est suffisamment faible c'est-à-dire que l'augmentation de la part de l'agriculture dans le PIB pourra engendrer une faible diminution du taux de pauvreté.

CHAPITRE V : DISCUSSIONS DES RESULTATS ET PROPOSITIONS DES SOLUTIONS FACE AUX PROBLEMES AGRICOLES A MADAGASCAR

SECTION 1 : SIGNIFICATION ECONOMIQUE DES RESULTATS ET IDEE

PERSONNELLE

D'après le résultat de l'étude qui viens de terminer tout a l'heure, il y a une relation linéaire inverse entre la variable endogène Y (taux de pauvreté) et la variable exogène X (part distributive de l'agriculture dans le PIB), économiquement, cela signifie que si la part du secteur agricole dans le PIB croit, le taux de pauvreté va diminuer. De plus, comme le tableau 5 indique une valeur de coefficient de de corrélation égale à $-0,28$ qui est proche de -1 , on peut dire donc que l'effet de l'entraînement de l'agriculture sur la pauvreté est assez faible. Bref, il est vrai si on affirme que la spécialisation au niveau de l'agriculture pourra être une solution pour affaiblir ou même résorber la pauvreté à Madagascar, mais cela n'est valable qu'à long terme vue le degré de corrélations entre les deux variables.

SECTION 2 : PROPOSITION DES SOLUTIONS SUR LES PROBLEMES EXPOSES

Par rapport a tous les differentes facteurs qui sont susceptibles de freiner le developpement de la secteur agricole à Madagascar (resumé dans la figure 2) ,nombreux sont les solutions qu'on peuvent envisager. Pour en savoir plus, passant dans les 2 classements suivants

- Solutions vis-à-vis de l'Etat

Pour que le secteur agricole à Madagascar soit developpé, il faut que l'Etat prend et veille sur toutes ses grande responsabilités. Etant donné que la faible investissements sur ce secteur et le principal obstacle de leur developpement, alors que Madagascar est un pays pauvre par lequel la majeure partie de sa ressource est constitué par le dons venant de l'exterieur donc pour faire face a ce problème, il faut que l'Etat a fait un choix à propos de leur stratégie de developpement c'est-à-dire que l'Etat doit adopter le developpement autocentré qui consiste a concentrer la majeure partie de son budget sur un secteur qui est susceptible d'engendrer un externalité positive aux autres facteurs comme strategie de developpement a fin de pouvoir se specialiser a un facteur.

De plus, il doit mettre aussi un politique infaible pour gerer le trop de fluctuation de prix notamment sur des produits intrants agricole que de prix des produits agricole afin que les agriculteurs puissent tirés un maximum de profit en produisant.

- Solutions vis-à-vis des agriculteurs

A cette époque ou nous vivons, la technique et les moyens de production des agriculteurs sont les memes que nos ancetre pratiquent alors qu'il est évident de dire cette technique ancienne ainsi que les moyenns de production ancien ne permet pas aux agriculteurs de gagner plus de productivité. Pour pouvoir developper donc sur le secteur agricole à Madagascar et pour pouvoir subvenir aux besoins nutritif de la populatiion Malgache qui ne cesse d'augmenter chaque année, il faut donc que les agriculteurs adoptent des nouveaux moyen de production ainsi que moderniser les materiels d'exploitation pour avoir une quantité abondante des produits récoltés. D'ailleurs il parait souvent que les produits récoltés à Madagascar n' arrive pas à satisfaire les besoins locaux, donc pour éviter ce genre de probleme, il faut que les agriculteurs augmentent leurs espaces cultivables.

CONCLUSION

A Madagascar, la problématique de réduction de la pauvreté ne cesse de se poser. L'insécurité alimentaire constitue la forme la plus extrême des aspects multidimensionnels de ce phénomène et il persiste surtout dans les milieux ruraux. Cette situation résulte en grande partie des politiques qui ne favorisent pas les zones rurales et des crises sociopolitiques limitant la mise en œuvre des programmes de développement dans ces zones. L'apport du secteur agricole au niveau macroéconomique est toujours resté insuffisant, environ 27% du PIB, ne parvient à subvenir les besoins alimentaires et accroître les revenus ruraux. Alors que les pauvres dans les milieux ruraux sont les plus tributaires de l'agriculture comme moyen de subsistance, les mesures significatives de réduction de la pauvreté doivent se concentrer dans ces zones en augmentant leur productivité agricole et en leur créant de nouvelles opportunités. La performance agricole et la réduction de la pauvreté à Madagascar sont liées. En effet, nous avons vu qu'un doublement des rendements rizicoles conduit à une réduction de 38% du nombre en insécurité alimentaire et réduit la durée de la période de soudure de 1,7 mois. Il en va de même pour les cultures de rente, la vanille et le clou de girofle, qui sont les produits agricoles les plus importants en termes d'expression monétaire et s'associent de manière très positive avec une amélioration de bien-être. En outre, les zones qui ont un taux d'adoption de technologies agricoles améliorées, un accès plus grand à l'irrigation et, par conséquent, des rendements de cultures plus élevés, connaissent des prix alimentaires réels plus bas, une meilleure rentabilité pour les agriculteurs, et des indicateurs de bien-être supérieurs et, en particulier, moins de personnes en situation de pauvreté extrême. Les preuves empiriques sont ainsi nettement en faveur d'un appui à la productivité agricole améliorée comme étant une partie importante de toute stratégie pour réduire le haut de taux de pauvreté qui prévalent à Madagascar à l'heure actuelle.

BIBLIOGRAPHIE

Cervantes-Godoy,D. et J. Dewbre (2010), « importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté », **Edition** OCDE

Bart Minten et al., Riz et pauvreté à Madagascar, Madagascar, 2006.

Schultz, T The Economics of Being Poor, The Journal of Political Economy, 1979 Vol. 88, No. 4, 639-651p

Byerlee D., de Janvry A., et Sadoulet E., Agriculture for Development: Toward a New Paradigm, Annual Review of Resource Economics, vol. 1 : 15-35, October 2009

REVUES

Banque Mondiale, Revue du secteur agricole et environnemental à Madagascar, Antananarivo, 2003.

RAPPORTS

INSTAT/ENSOMD, Eliminer l'extrême pauvreté et la faim, Madagascar, 2013, 151p

INSTAT, « Statistiques agricoles/Annuaire 2005-2008 »

INSTAT, « Analyse globale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de la vulnérabilité (AGSANV) », Madagascar-(décembre 2012\2013)

OMD « Rapport national de suivi » _2007

INSTAT « Enquête national sur le suivi des objectifs de millénaires pour le développement à Madagascar » _2012-2013

INSTAT : *Enquête périodique auprès des Ménages 2010, Rapport principal*, Institut National des Statistiques, Madagascar, Août 2011

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES.....	iv
LISTE DES ACRONYMES	v
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CADRE METHODOLOGIQUE ET CONCEPT THEORIQUE.....	2
Chapitre I : CADRE METHODOLOGIQUE.....	2
Section 1 : PROTOCLE DE RECHERCHE	2
Chapitre II : CONCEPT THEORIQUE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PAUVRETE	3
SECTION 1 : REVUE DE LA LITTERATURE	3
SECTION 2 : CONCEPT DE PAUVRETE ET DE VULNERABILITE.....	7
2-1) Concept de pauvreté.....	7
Pauvreté selon différentes approches	7
1) Objective et subjective	7
2) Absolue et relative.....	7
3) Conjoncturelle et structurelle.....	8
4) Monétaire et humaine.....	8
a) La pauvreté monétaire.....	8
b) La pauvreté humaine	9
2-2) Le concept de vulnérabilité.....	9
3) Mesure de pauvreté.....	11
3-1) L'IDH (Indicateurs des Développements Humains)	11

3-2) L'indicateur de la Pauvreté Humaine (IPH).....	12
3-3) L'indice des inégalités de genre (IIG)	13
3-4) L'indice multidimensionnel de la pauvreté (IPM).....	13
CHAPITRE III : PAUVRETE ET AGRICULTURE A MADAGASCAR	15
SECTION 1 : L'AGRICULTURE A MADAGASCAR	15
A) Les facteurs qui bloquent le développement du secteur agricole à Madagascar	15
B) Facteur de pauvreté à Madagascar	16
B-1) Faible niveau de scolarisation du chef de ménage.....	16
B-2) Forte croissance démographique	17
Evolution de la pauvreté a Madagascar	18
PARTIE II : ANALYSE DES DONNEES ET RESULTAT	19
CHAPITRE IV : INTERDEPENDANCE ENTRE LA PAUVRETE ET L'AGRICULTURE.....	19
SECTION 1 : TEST DU KHI-DEUX.....	19
SECTION 2 : DETERMINATION DE TYPE DE RELATION ENTRE LA PAUVRETE ET L'AGRICULTURE	22
1) Présentation des données.....	22
2) Analyse graphique de la relation d'interdépendance entres les variables.....	23
3) Estimation des paramètres de la droite.....	25
4) Analyse de coefficient de corrélation	26
CHAPITRE V : DISCUSSIONS DES RESULTATS ET PROPOSITIONS DES SOLUTIONS FACE AUX PROBLEMES AGRICOLES A MADAGASCAR.....	27
SECTION 1 : SIGNIFICATION ECONOMIQUE DES RESULTATS ET IDEE PERSONNELLE.....	27
SECTION 2 : PROPOSITION DES SOLUTIONS SUR LES PROBLEMES EXPOSES.....	27
CONCLUSION	29
BIBLIOGRAPHIE.....	I
RESUME	

Nom : ANDRIANANTENAINA

Prénoms : Mihajarimanana T. N

Titre : L'agriculture un secteur clé pour la réduction de la pauvreté à Madagascar

Nombres de pages : 40

Tableaux : 6

Graphiques : 5

RESUME

La perception du monde rural à Madagascar met au premier plan l'énorme potentiel du secteur de l'agriculture avec une persistance de la pauvreté. Plus de 80% de la population totale malgache vivent en milieu rural et 73,2% dépendent de l'activité agricole, mais la production du monde rural ne représente encore que près de 30% du PIB. Les pauvres de ces milieux sont généralement de petits exploitants agricoles et voient leur situation qui continue de se dégrader. Les déterminants principaux en sont l'insuffisance de l'élargissement des bases productives de développement rural comme la déficience des rendements agricoles, l'insécurité foncière, le faible accès aux moyens de production et au crédit. De ce fait, l'adoption d'une stratégie de développement et de réduction de la pauvreté c'est mettre en avant les ménages et villages ruraux. Les politiques ne prenant pas en considération la pauvreté, l'amélioration nécessaire des revenus des pauvres ruraux, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé sont des politiques qui conduiront probablement des échecs. A Madagascar, la croissance agricole est en étroite corrélation avec la réduction de la pauvreté : Un doublement des rendements de la riziculture conduit à une réduction de 38% du nombre en insécurité alimentaire et fait baisser significativement les prix des biens alimentaires de 31-44% pendant les périodes de récolte et de 18-26% pendant la période de soudure. Ainsi, les preuves empiriques sont nettement en faveur d'un appui à la productivité agricole améliorée comme étant une partie importante de toute stratégie pour réduire les hauts taux de pauvreté qui prévalent à Madagascar à l'heure actuelle. L'Etat doit ménager des efforts d'investissement dans le secteur de l'agriculture tout en le modernisant pour que le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture dynamique et prospère soit réussi.

Mots clés : Insécurité alimentaire, politique, productivité agricole, réduction de la pauvreté, Madagascar, vulnérabilité.